



# Chaque Feuille

est débarrassée de toute poussière et matières étrangères au moyen d'un nettoyage par le vide à haute pression.

# LE THÉ "SALADA"

est propre, frais, sain, délicieux.

A TRAVERS LE MONDE

## Bulletin de la Fédération Syndicale Internationale

Le congrès des unions ouvrières britanniques a tenu sa cinquante-quatrième session annuelle à Southport, du 4 au 9 septembre 1922.

Depuis la dernière réunion du congrès, tenue à Cardiff, l'année dernière, le syndicalisme britannique a dû faire face à de nombreuses difficultés. En effet, en 1921 déjà, la crise traversée par l'industrie et le chômage qui en était résulté avaient entraîné une diminution sensible du nombre des ouvriers syndiqués. Ce mouvement s'est accentué en 1922 comme le montrent les chiffres suivants:

| Nombre d'ouvriers représentés au congrès | 1915      | 1916      | 1917      | 1918      | 1919      | 1920      | 1921 | 1922 (chiffres provisoires) |
|------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------|-----------------------------|
|                                          | 2,682,267 | 4,532,086 | 5,283,676 | 6,505,482 | 6,417,910 | 5,127,308 |      |                             |

On remarquera que, depuis 1921, le nombre des ouvriers représentés au congrès a diminué de plus de 1,250,000. On estime cependant que les chiffres définitifs seront un peu différents.

Cette situation peut être attribuée aux charges que le chômage et la désorganisation de l'industrie ont imposées aux caisses syndicales. Au cours des dernières années, le nombre des ouvriers employés dans l'industrie a considérablement diminué; cette circonstance n'a pas manqué d'avoir une influence sur l'importance des effectifs féminins des syndicats. Ainsi, en 1916, les syndicats comptaient 632,000 adhérents; en 1920, ce nombre était de 1,363,000. Aujourd'hui, une proportion considérable de ces ouvrières a abandonné le travail industriel. Cela seul suffit à expliquer, dans une certaine mesure, la diminution de l'effectif des syndicats. Il y a lieu d'ajouter qu'un grand nombre de syndicats ne sont pas représentés au congrès et qu'ainsi, le nombre total des ouvriers syndiqués de la Grande-Bretagne est plus considérable que ne le laisseraient croire les chiffres donnés ci-dessus.

La crise industrielle et le chômage n'ont pas eu pour résultat d'entraîner une diminution de l'effectif des syndicats; la résistance de ces derniers à l'égard des réductions de salaires s'est trouvée sensiblement affaiblie, comme on a pu s'en apercevoir au cours du conflit de l'industrie mécanique qui s'est terminé en somme par une défaite des syndicats. Depuis 12 mois, ces derniers ont été forcés de se tenir sur la défensive. Dans beaucoup de cas, des réductions de salaires ont été acceptées pour la seule raison que les syndicats ne se sentaient pas assez forts pour soutenir la lutte qu'aurait nécessité le maintien des anciens tarifs.

On peut dire ainsi que la dernière année a été caractérisée par le nombre et l'importance des négociations engagées. Aussi, plusieurs des dirigeants des syndicats ont-ils exprimé l'opinion que l'heure est venue de chercher à résoudre les conflits du travail par des conférences plutôt que par des grèves.

Le Conseil général et le problème de la centralisation.

En 1921, le congrès de Cardiff s'était préoccupé de donner satisfaction au sentiment croissant du remplacement nécessaire du comité parlementaire du congrès par un organisme à pouvoirs et compétences plus étendus. Dans cette intention, le congrès avait remplacé le comité parlementaire par un conseil général composé de 20 membres désignés chacun par un groupe de syndicats différents. Ce conseil fut chargé d'élaborer un projet tendant à assurer une plus grande unité d'action amovement syndical et à ériger un état-major général qui constituerait l'organisme directeur de tout le mouvement.

Au cours des douze derniers mois, le conseil général a institué des comités de groupe qui se sont occupés de toutes les questions relatives à l'industrie et qui ont constitué, en collaboration avec le Parti Ouvrier, des sections d'étude, de publicité, de contentieux et des relations internationales.

Ces sections ont permis de rendre plus étroites les relations entre les éléments professionnels et les éléments politiques du mouvement travailliste. L'un des résultats de cette action commune a été l'adoption par le congrès d'une proposition tendant à faire de *Daily Herald* l'organe officiel du mouvement travailliste organisé.

Une section féminine spéciale, chargée de s'occuper des intérêts industriels et professionnels des ouvrières et d'encourager l'organisation de ces dernières, a également été constituée.

La section des relations internationales a été plus haut chargée non seulement d'entretenir des rapports avec les syndicats étrangers mais aussi d'étudier les questions internationales en général et l'œuvre du Bureau international du Travail en particulier.

Le congrès de Southport fut invité à discuter une résolution du conseil tendant à demander à tous les syndicats de tenir constamment le conseil général au courant des difficultés surgissant soit entre syndicats et employeurs, soit entre syndicats. En cas de conflit, le conseil se serait autorisé à réunir les représentants des syndicats intéressés et à user de son influence afin d'arriver à une solution. Si, toutefois, le conseil se trouvait incapable de prévenir par des négociations une grève ou un lock-out, il pourrait prendre, au nom du ou des syndicats intéressés, toutes mesures utiles pour organiser la résistance morale et matérielle et pour réunir les fonds nécessaires en s'adressant aux différents syndicats affiliés. Le congrès n'a pas accepté cette proposition qui tendait en somme à accroître les pouvoirs du conseil général. Le rôle de l'autonomie est encore extrêmement développé parmi les syndicats britanniques surtout quand il s'agit d'organisations puissantes. Le congrès exprima à ce sujet le désir que de nouvelles compétences ne fussent accordées au conseil général qu'après une seconde période d'essai.

Le mouvement en faveur de l'unification des syndicats ne s'est cependant pas affaibli, mais il s'est développé dans une direction un peu différente. Il tend plutôt aujourd'hui à la fusion des syndicats représentant des industries ou des professions analogues. Cette tendance a été particulièrement perceptible chez les ouvriers non qualifiés. La fusion, sous le nom de Syndicat des ouvriers du transport et des ouvriers non qualifiés (Transport and General Workers' Union), d'un certain nombre de syndicats représentant les ouvriers du transport est un exemple. Il est probable que ce mouvement de même que celui qui se dessine en faveur des interfédérations devront se développer librement avant qu'un état-major général, muni d'une autorité véritable et capable de diriger l'ensemble du mouvement syndical, puisse être créé. Il semblerait même que le caractère de l'ouvrier britannique rende impossible le développement d'un organisme semblable, tant qu'il s'agira du comité pourvu de pouvoirs extrêmement étendus que demandent les défenseurs des plus logiques de la centralisation.

La situation politique.

On a souvent remarqué, dans l'histoire du mouvement travailliste britannique, qu'il y a de alternatives de poussées professionnelles et de poussées politiques et qu'en temps de crise industrielle, grandit l'activité politique du mouvement. L'année 1922 n'a pas constitué une exception à cette règle générale. Ainsi, le Parti Ouvrier a gagné la bataille lors d'un certain nombre d'élections complémentaires au parlement et ses succès politiques sont certainement attribuables aux échecs subis récemment par les syndicats dans le domaine industriel et à l'action commune du conseil général et du comité exécutif du Parti Ouvrier. Il y a lieu de remarquer à ce propos qu'un projet de loi tendant à la réglementation de l'emploi des fonds des syndicats à des objets politiques va être soumis en dernière lecture à la Chambre des Communes et que ce projet subit les attaques les plus violentes de la part des dirigeants du mouvement syndical qui estiment qu'il risquerait d'amener la puissance des syndicats, tant dans le domaine industriel que dans le domaine politique.

La tendance à l'action politique a été accompagnée par un recul de l'élément de gauche dû dans une grande mesure à l'exemple du bolchévisme en Russie et à la sympathie que les ouvriers ressentent pour le contrôle industriel. Ces éléments dirigèrent leur action contre les chefs des syndicats, considérés comme trop peu énergiques, et en faveur du développement de l'initiative des troupes syndicales et de l'action directe, suivant les principes révolutionnaires. En même temps, un certain nombre de représentants du mouvement défendaient l'idée d'un état-major général tout-puissant, tendance difficilement conciliable avec l'indépendance que les éléments de gauche sont censés défendre. Après l'échec qu'a rencontré l'initiative d'embrigader les chômeurs en organisations indépendantes, il paraît bien que ce mouvement ait éprouvé ses chances.

L'Organisation internationale du Travail.

En proposant la résolution relative à l'Organisation internationale du Travail, M. E. L. Poulton (ouvriers de la chaussure) se déclara convaincu que tous les délégués à la Conférence internationale du Travail de 1921 étaient d'accord qu'il n'y avait qu'à se féliciter de l'œuvre accomplie. Selon lui, les efforts tentés pour obtenir que la Conférence internationale du Travail fût désormais bienvenue au lieu d'annuler tout simplement ce que les ouvriers avaient acquis une situation qui semblait menaçante à certains moments.

M. Ben. Turner (ouvriers du textile), appuyant la résolution proposée, déclara que la Partie du Traité de Paix qui institue le Bureau international du Travail est ce que le Traité contient de meilleur. Il exprima sa désapprobation éternelle de ce que le Gouvernement britannique n'eût pas ratifié certains projets de convention et recommanda.

Miss E. C. Wilkinson (commerce de détail et branches connexes) s'opposa à la résolution, en donnant comme raison que si les travailleurs n'étaient pas assez forts pour obtenir satisfaction par leurs propres moyens, ils ne l'obtiendraient pas par l'entremise du Bureau international du Travail et que, s'ils pouvaient sans aide arriver à leurs fins, le Bureau international du Travail n'aurait pas sa raison d'être.

M. J. R. Clynes, membre du Parlement (ouvriers non qualifiés) exprima une opinion différente de celle de Miss Wilkinson et insista sur le fait que le travail a le droit et le devoir de se faire entendre et d'obtenir que justice soit faite, quelle que soit sa force. Les conditions de travail des ouvriers du monde entier ne pourraient être harmonisées, déclara encore M. Clynes, que lorsque l'idée d'une action officielle internationale sur les conditions industrielles, sociales et économiques sera généralement admise.

Il ajouta qu'à son avis la meilleure partie du Traité de Paix est celle qui oblige les gouvernements capitalistes à prendre part à des conférences internationales pour établir des conditions de travail humaines et égales pour tous les peuples, quel que soit leur niveau de civilisation.

En attendant le jour, conclut-il, où les masses ouvrières auront le pouvoir dans le monde entier, il faut tenir compte de l'influence qu'exerce encore les Gouvernements capitalistes.

Sur la proposition de M. A. C. Walker et de M. A. H. Finlayson, la résolution fut adoptée, affirmant d'une part la conviction du congrès que la Société des Nations et le Bureau international du Travail, démocratisés et fortifiés, constituent l'instrument efficace pour le maintien de la paix internationale que sociale et invitant, d'autre part, le Gouvernement britannique à ne pas permettre que les ministres soumettent au roi leur avis sur la ratification des projets de convention adoptés par la Conférence internationale du Travail avant que la Chambre des Communes ne les ait approuvés.

Les résolutions suivantes furent votées sur divers sujets à l'ordre du jour:

Durée du travail.

Le congrès:

1. invite le Conseil général à exercer une pression sur le Gouvernement afin que soit ratifiée la convention de Washington concernant la durée du travail et que soit élaborée sans retard une législation fixant la durée maximum du travail hebdomadaire à 48 heures pour l'ensemble de l'industrie;

2. déclare qu'il est dans l'intérêt du pays:

a) que la durée du travail des ouvriers manuels ne dépasse pas 44 heures par semaine;

b) que l'établissement permanent d'heures supplémentaires soit déclaré illégitime et, qu'en attendant que les représentants des travailleurs organisés au parlement aient réussi à obtenir des mesures adéquates, le Congrès s'engage à soutenir les syndicats affiliés dans les efforts qu'ils font pour réaliser ce progrès.

Salaires.

Une résolution fut votée en faveur de l'égalité des salaires des ouvriers des deux sexes et du rétablissement du conseil agricole des salaires.

Chômage.

1. exprime sa désapprobation au gouvernement pour n'avoir pas su prendre des mesures efficaces pour prévenir ou diminuer la désorganisation de l'industrie et du commerce et demande la réalisation d'un programme national de travaux de secours contre le chômage;

a) en réglementant les travaux publics, nationaux ou locaux, de façon à procurer du travail supplémentaire en temps de crise saisonnière ou de dépression industrielle;

b) en établissant un plan de travaux utiles et en donnant une instruction technique complète aux ouvriers qui ne peuvent trouver un emploi convenable;

2. appelle de ses vœux une législation modifiant les lois sur l'assurance-chômage et permettant:

a) que les personnes assurées ne soient pas privées des allocations auxquelles elles ont droit du fait de conflits de travail dans lesquelles elles ne sont pas directement engagées;

b) que le droit des personnes assurées d'accepter ou de refuser un travail ne soit pas restreint par la privation de leurs allocations.

Logements.

Le congrès invite le Gouvernement à parer à la pénurie de logements:

a) en forçant les autorités locales à élaborer et à exécuter sans retard des plans de construction d'habitations;

b) en accordant des subventions d'intérêt, qui permettent aux autorités locales de faire construire à prix modérés des maisons convenables ou en pourvoyant lui-même au logement des travailleurs.

Assurance accidents.

Le congrès déclare insuffisante la législation actuelle sur l'indemnisation des ouvriers en cas d'accidents; il réclame notamment que le travail des soutiers soit mis, en ce qui concerne l'indemnisation, au nombre des travaux insalubres. Le congrès s'est également occupé de plusieurs autres questions de moindre importance au point de vue interne.

Le congrès de Southport fut invité à discuter une résolution du conseil tendant à demander à tous les syndicats de tenir constamment le conseil général au courant des difficultés surgissant soit entre syndicats et employeurs, soit entre syndicats. En cas de conflit, le conseil se serait autorisé à réunir les représentants des syndicats intéressés et à user de son influence afin d'arriver à une solution. Si, toutefois, le conseil se trouvait incapable de prévenir par des négociations une grève ou un lock-out, il pourrait prendre, au nom du ou des syndicats intéressés, toutes mesures utiles pour organiser la résistance morale et matérielle et pour réunir les fonds nécessaires en s'adressant aux différents syndicats affiliés. Le congrès n'a pas accepté cette proposition qui tendait en somme à accroître les pouvoirs du conseil général. Le rôle de l'autonomie est encore extrêmement développé parmi les syndicats britanniques surtout quand il s'agit d'organisations puissantes. Le congrès exprima à ce sujet le désir que de nouvelles compétences ne fussent accordées au conseil général qu'après une seconde période d'essai.

Le mouvement en faveur de l'unification des syndicats ne s'est cependant pas affaibli, mais il s'est développé dans une direction un peu différente. Il tend plutôt aujourd'hui à la fusion des syndicats représentant des industries ou des professions analogues. Cette tendance a été particulièrement perceptible chez les ouvriers non qualifiés. La fusion, sous le nom de Syndicat des ouvriers du transport et des ouvriers non qualifiés (Transport and General Workers' Union), d'un certain nombre de syndicats représentant les ouvriers du transport est un exemple. Il est probable que ce mouvement de même que celui qui se dessine en faveur des interfédérations devront se développer librement avant qu'un état-major général, muni d'une autorité véritable et capable de diriger l'ensemble du mouvement syndical, puisse être créé. Il semblerait même que le caractère de l'ouvrier britannique rende impossible le développement d'un organisme semblable, tant qu'il s'agira du comité pourvu de pouvoirs extrêmement étendus que demandent les défenseurs des plus logiques de la centralisation.

La situation politique.

On a souvent remarqué, dans l'histoire du mouvement travailliste britannique, qu'il y a de alternatives de poussées professionnelles et de poussées politiques et qu'en temps de crise industrielle, grandit l'activité politique du mouvement. L'année 1922 n'a pas constitué une exception à cette règle générale. Ainsi, le Parti Ouvrier a gagné la bataille lors d'un certain nombre d'élections complémentaires au parlement et ses succès politiques sont certainement attribuables aux échecs subis récemment par les syndicats dans le domaine industriel et à l'action commune du conseil général et du comité exécutif du Parti Ouvrier. Il y a lieu de remarquer à ce propos qu'un projet de loi tendant à la réglementation de l'emploi des fonds des syndicats à des objets politiques va être soumis en dernière lecture à la Chambre des Communes et que ce projet subit les attaques les plus violentes de la part des dirigeants du mouvement syndical qui estiment qu'il risquerait d'amener la puissance des syndicats, tant dans le domaine industriel que dans le domaine politique.

La tendance à l'action politique a été accompagnée par un recul de l'élément de gauche dû dans une grande mesure à l'exemple du bolchévisme en Russie et à la sympathie que les ouvriers ressentent pour le contrôle industriel. Ces éléments dirigèrent leur action contre les chefs des syndicats, considérés comme trop peu énergiques, et en faveur du développement de l'initiative des troupes syndicales et de l'action directe, suivant les principes révolutionnaires. En même temps, un certain nombre de représentants du mouvement défendaient l'idée d'un état-major général tout-puissant, tendance difficilement conciliable avec l'indépendance que les éléments de gauche sont censés défendre. Après l'échec qu'a rencontré l'initiative d'embrigader les chômeurs en organisations indépendantes, il paraît bien que ce mouvement ait éprouvé ses chances.

L'Organisation internationale du Travail.

En proposant la résolution relative à l'Organisation internationale du Travail, M. E. L. Poulton (ouvriers de la chaussure) se déclara convaincu que tous les délégués à la Conférence internationale du Travail de 1921 étaient d'accord qu'il n'y avait qu'à se féliciter de l'œuvre accomplie. Selon lui, les efforts tentés pour obtenir que la Conférence internationale du Travail fût désormais bienvenue au lieu d'annuler tout simplement ce que les ouvriers avaient acquis une situation qui semblait menaçante à certains moments.

M. Ben. Turner (ouvriers du textile), appuyant la résolution proposée, déclara que la Partie du Traité de Paix qui institue le Bureau international du Travail est ce que le Traité contient de meilleur. Il exprima sa désapprobation éternelle de ce que le Gouvernement britannique n'eût pas ratifié certains projets de convention et recommanda.

Miss E. C. Wilkinson (commerce de détail et branches connexes) s'opposa à la résolution, en donnant comme raison que si les travailleurs n'étaient pas assez forts pour obtenir satisfaction par leurs propres moyens, ils ne l'obtiendraient pas par l'entremise du Bureau international du Travail et que, s'ils pouvaient sans aide arriver à leurs fins, le Bureau international du Travail n'aurait pas sa raison d'être.

M. J. R. Clynes, membre du Parlement (ouvriers non qualifiés) exprima une opinion différente de celle de Miss Wilkinson et insista sur le fait que le travail a le droit et le devoir de se faire entendre et d'obtenir que justice soit faite, quelle que soit sa force. Les conditions de travail des ouvriers du monde entier ne pourraient être harmonisées, déclara encore M. Clynes, que lorsque l'idée d'une action officielle internationale sur les conditions industrielles, sociales et économiques sera généralement admise.

Il ajouta qu'à son avis la meilleure partie du Traité de Paix est celle qui oblige les gouvernements capitalistes à prendre part à des conférences internationales pour établir des conditions de travail humaines et égales pour tous les peuples, quel que soit leur niveau de civilisation.

En attendant le jour, conclut-il, où les masses ouvrières auront le pouvoir dans le monde entier, il faut tenir compte de l'influence qu'exerce encore les Gouvernements capitalistes.

Sur la proposition de M. A. C. Walker et de M. A. H. Finlayson, la résolution fut adoptée, affirmant d'une part la conviction du congrès que la Société des Nations et le Bureau international du Travail, démocratisés et fortifiés, constituent l'instrument efficace pour le maintien de la paix internationale que sociale et invitant, d'autre part, le Gouvernement britannique à ne pas permettre que les ministres soumettent au roi leur avis sur la ratification des projets de convention adoptés par la Conférence internationale du Travail avant que la Chambre des Communes ne les ait approuvés.

Les résolutions suivantes furent votées sur divers sujets à l'ordre du jour:

Durée du travail.

Le congrès:

1. invite le Conseil général à exercer une pression sur le Gouvernement afin que soit ratifiée la convention de Washington concernant la durée du travail et que soit élaborée sans retard une législation fixant la durée maximum du travail hebdomadaire à 48 heures pour l'ensemble de l'industrie;

2. déclare qu'il est dans l'intérêt du pays:

a) que la durée du travail des ouvriers manuels ne dépasse pas 44 heures par semaine;

b) que l'établissement permanent d'heures supplémentaires soit déclaré illégitime et, qu'en attendant que les représentants des travailleurs organisés au parlement aient réussi à obtenir des mesures adéquates, le Congrès s'engage à soutenir les syndicats affiliés dans les efforts qu'ils font pour réaliser ce progrès.

Salaires.

Une résolution fut votée en faveur de l'égalité des salaires des ouvriers des deux sexes et du rétablissement du conseil agricole des salaires.

Chômage.

1. exprime sa désapprobation au gouvernement pour n'avoir pas su prendre des mesures efficaces pour prévenir ou diminuer la désorganisation de l'industrie et du commerce et demande la réalisation d'un programme national de travaux de secours contre le chômage;

a) en réglementant les travaux publics, nationaux ou locaux, de façon à procurer du travail supplémentaire en temps de crise saisonnière ou de dépression industrielle;

b) en établissant un plan de travaux utiles et en donnant une instruction technique complète aux ouvriers qui ne peuvent trouver un emploi convenable;

2. appelle de ses vœux une législation modifiant les lois sur l'assurance-chômage et permettant:

Le congrès de Southport fut invité à discuter une résolution du conseil tendant à demander à tous les syndicats de tenir constamment le conseil général au courant des difficultés surgissant soit entre syndicats et employeurs, soit entre syndicats. En cas de conflit, le conseil se serait autorisé à réunir les représentants des syndicats intéressés et à user de son influence afin d'arriver à une solution. Si, toutefois, le conseil se trouvait incapable de prévenir par des négociations une grève ou un lock-out, il pourrait prendre, au nom du ou des syndicats intéressés, toutes mesures utiles pour organiser la résistance morale et matérielle et pour réunir les fonds nécessaires en s'adressant aux différents syndicats affiliés. Le congrès n'a pas accepté cette proposition qui tendait en somme à accroître les pouvoirs du conseil général. Le rôle de l'autonomie est encore extrêmement développé parmi les syndicats britanniques surtout quand il s'agit d'organisations puissantes. Le congrès exprima à ce sujet le désir que de nouvelles compétences ne fussent accordées au conseil général qu'après une seconde période d'essai.

Le mouvement en faveur de l'unification des syndicats ne s'est cependant pas affaibli, mais il s'est développé dans une direction un peu différente. Il tend plutôt aujourd'hui à la fusion des syndicats représentant des industries ou des professions analogues. Cette tendance a été particulièrement perceptible chez les ouvriers non qualifiés. La fusion, sous le nom de Syndicat des ouvriers du transport et des ouvriers non qualifiés (Transport and General Workers' Union), d'un certain nombre de syndicats représentant les ouvriers du transport est un exemple. Il est probable que ce mouvement de même que celui qui se dessine en faveur des interfédérations devront se développer librement avant qu'un état-major général, muni d'une autorité véritable et capable de diriger l'ensemble du mouvement syndical, puisse être créé. Il semblerait même que le caractère de l'ouvrier britannique rende impossible le développement d'un organisme semblable, tant qu'il s'agira du comité pourvu de pouvoirs extrêmement étendus que demandent les défenseurs des plus logiques de la centralisation.

La situation politique.

On a souvent remarqué, dans l'histoire du mouvement travailliste britannique, qu'il y a de alternatives de poussées professionnelles et de poussées politiques et qu'en temps de crise industrielle, grandit l'activité politique du mouvement. L'année 1922 n'a pas constitué une exception à cette règle générale. Ainsi, le Parti Ouvrier a gagné la bataille lors d'un certain nombre d'élections complémentaires au parlement et ses succès politiques sont certainement attribuables aux échecs subis récemment par les syndicats dans le domaine industriel et à l'action commune du conseil général et du comité exécutif du Parti Ouvrier. Il y a lieu de remarquer à ce propos qu'un projet de loi tendant à la réglementation de l'emploi des fonds des syndicats à des objets politiques va être soumis en dernière lecture à la Chambre des Communes et que ce projet subit les attaques les plus violentes de la part des dirigeants du mouvement syndical qui estiment qu'il risquerait d'amener la puissance des syndicats, tant dans le domaine industriel que dans le domaine politique.

La tendance à l'action politique a été accompagnée par un recul de l'élément de gauche dû dans une grande mesure à l'exemple du bolchévisme en Russie et à la sympathie que les ouvriers ressentent pour le contrôle industriel. Ces éléments dirigèrent leur action contre les chefs des syndicats, considérés comme trop peu énergiques, et en faveur du développement de l'initiative des troupes syndicales et de l'action directe, suivant les principes révolutionnaires. En même temps, un certain nombre de représentants du mouvement défendaient l'idée d'un état-major général tout-puissant, tendance difficilement conciliable avec l'indépendance que les éléments de gauche sont censés défendre. Après l'échec qu'a rencontré l'initiative d'embrigader les chômeurs en organisations indépendantes, il paraît bien que ce mouvement ait éprouvé ses chances.

L'Organisation internationale du Travail.

En proposant la résolution relative à l'Organisation internationale du Travail, M. E. L. Poulton (ouvriers de la chaussure) se déclara convaincu que tous les délégués à la Conférence internationale du Travail de 1921 étaient d'accord qu'il n'y avait qu'à se féliciter de l'œuvre accomplie. Selon lui, les efforts tentés pour obtenir que la Conférence internationale du Travail fût désormais bienvenue au lieu d'annuler tout simplement ce que les ouvriers avaient acquis une situation qui semblait menaçante à certains moments.

M. Ben. Turner (ouvriers du textile), appuyant la résolution proposée, déclara que la Partie du Traité de Paix qui institue le Bureau international du Travail est ce que le Traité contient de meilleur. Il exprima sa désapprobation éternelle de ce que le Gouvernement britannique n'eût pas ratifié certains projets de convention et recommanda.

Miss E. C. Wilkinson (commerce de détail et branches connexes) s'opposa à la résolution, en donnant comme raison que si les travailleurs n'étaient pas assez forts pour obtenir satisfaction par leurs propres moyens, ils ne l'obtiendraient pas par l'entremise du Bureau international du Travail et que, s'ils pouvaient sans aide arriver à leurs fins, le Bureau international du Travail n'aurait pas sa raison d'être.

M. J. R. Clynes, membre du Parlement (ouvriers non qualifiés) exprima une opinion différente de celle de Miss Wilkinson et insista sur le fait que le travail a le droit et le devoir de se faire entendre et d'obtenir que justice soit faite, quelle que soit sa force. Les conditions de travail des ouvriers du monde entier ne pourraient être harmonisées, déclara encore M. Clynes, que lorsque l'idée d'une action officielle internationale sur les conditions industrielles, sociales et économiques sera généralement admise.

Il ajouta qu'à son avis la meilleure partie du Traité de Paix est celle qui oblige les gouvernements capitalistes à prendre part à des conférences internationales pour établir des conditions de travail humaines et égales pour tous les peuples, quel que soit leur niveau de civilisation.

En attendant le jour, conclut-il, où les masses ouvrières auront le pouvoir dans le monde entier, il faut tenir compte de l'influence qu'exerce encore les Gouvernements capitalistes.

Sur la proposition de M. A. C. Walker et de M. A. H. Finlayson, la résolution fut adoptée, affirmant d'une part la conviction du congrès que la Société des Nations et le Bureau international du Travail, démocratisés et fortifiés, constituent l'instrument efficace pour le maintien de la paix internationale que sociale et invitant, d'autre part, le Gouvernement britannique à ne pas permettre que les ministres soumettent au roi leur avis sur la ratification des projets de convention adoptés par la Conférence internationale du Travail avant que la Chambre des Communes ne les ait approuvés.

Les résolutions suivantes furent votées sur divers sujets à l'ordre du jour:

Durée du travail.

Le congrès:

1. invite le Conseil général à exercer une pression sur le Gouvernement afin que soit ratifiée la convention de Washington concernant la durée du travail et que soit élaborée sans retard une législation fixant la durée maximum du travail hebdomadaire à 48 heures pour l'ensemble de l'industrie;

2. déclare qu'il est dans l'intérêt du pays:

a) que la durée du travail des ouvriers manuels ne dépasse pas 44 heures par semaine;

b) que l'établissement permanent d'heures supplémentaires soit déclaré illégitime et, qu'en attendant que les représentants des travailleurs organisés au parlement aient réussi à obtenir des mesures adéquates, le Congrès s'engage à soutenir les syndicats affiliés dans les efforts qu'ils font pour réaliser ce progrès.

Salaires.

Une résolution fut votée en faveur de l'égalité des salaires des ouvriers des deux sexes et du rétablissement du conseil agricole des salaires.

Chômage.

1. exprime sa désapprobation au gouvernement pour n'avoir pas su prendre des mesures efficaces pour prévenir ou diminuer la désorganisation de l'industrie et du commerce et demande la réalisation d'un programme national de travaux de secours contre le chômage;

a) en réglementant les travaux publics, nationaux ou locaux, de façon à procurer du travail supplémentaire en temps de crise saisonnière ou de dépression industrielle;

b) en établissant un plan de travaux utiles et en donnant une instruction technique complète aux ouvriers qui ne peuvent trouver un emploi convenable;

2. appelle de ses vœux une législation modifiant les lois sur l'assurance-chômage et permettant:

Le congrès de Southport fut invité à discuter une résolution du conseil tendant à demander à tous les syndicats de tenir constamment le conseil général au courant des difficultés surgissant soit entre syndicats et employeurs, soit entre syndicats. En cas de conflit, le conseil se serait autorisé à réunir les représentants des syndicats intéressés et à user de son influence afin d'arriver à une solution. Si, toutefois, le conseil se trouvait incapable de prévenir par des négociations une grève ou un lock-out, il pourrait prendre, au nom du ou des syndicats intéressés, toutes mesures utiles pour organiser la résistance morale et matérielle et pour réunir les fonds nécessaires en s'adressant aux différents syndicats affiliés. Le congrès n'a pas accepté cette proposition qui tendait en somme à accroître les pouvoirs du conseil général. Le rôle de l'autonomie est encore extrêmement développé parmi les syndicats britanniques surtout quand il s'agit d'organisations puissantes. Le congrès exprima à ce sujet le désir que de nouvelles compétences ne fussent accordées au conseil général qu'après une seconde période d'essai.

Le mouvement en faveur de l'unification des syndicats ne s'est cependant pas affaibli, mais il s'est développé dans une direction un peu différente. Il tend plutôt aujourd'hui à la fusion des syndicats représentant des industries ou des professions analogues. Cette tendance a été particulièrement perceptible chez les ouvriers non qualifiés. La fusion, sous le nom de Syndicat des ouvriers du transport et des ouvriers non qualifiés (Transport and General Workers' Union), d'un certain nombre de syndicats représentant les ouvriers du transport est un exemple. Il est probable que ce mouvement de même que celui qui se dessine en faveur des interfédérations devront se développer librement avant qu'un état-major général, muni d'une autorité véritable et capable de diriger l'ensemble du mouvement syndical, puisse être créé. Il semblerait même que le caractère de l'ouvrier britannique rende impossible le développement d'un organisme semblable, tant qu'il s'agira du comité pourvu de pouvoirs extrêmement étendus que demandent les défenseurs des plus logiques de la centralisation.

La situation politique.

On a souvent remarqué, dans l'histoire du mouvement travailliste britannique, qu'il y a de alternatives de poussées professionnelles et de poussées politiques et qu'en temps de crise industrielle, grandit l'activité politique du mouvement. L'année 1922 n'a pas constitué une exception à cette règle générale. Ainsi, le Parti Ouvrier a gagné la bataille lors d'un certain nombre d'élections complémentaires au parlement et ses succès politiques sont certainement attribuables aux échecs subis récemment par les syndicats dans le domaine industriel et à l'action commune du conseil général et du comité exécutif du Parti Ouvrier. Il y a lieu de remarquer à ce propos qu'un projet de loi tendant à la réglementation de l'emploi des fonds des syndicats à des objets politiques va être soumis en dernière lecture à la Chambre des Communes et que ce projet subit les attaques les plus violentes de la part des dirigeants du mouvement syndical qui estiment qu'il risquerait d'amener la puissance des syndicats, tant dans le domaine industriel que dans le domaine politique.

La tendance à l'action politique a été accompagnée par un recul de l'élément de gauche dû dans une grande mesure à l'exemple du bolchévisme en Russie et à la sympathie que les ouvriers ressentent pour le contrôle industriel. Ces éléments dirigèrent leur action contre les chefs des syndicats, considérés comme trop peu énergiques, et en faveur du développement de l'initiative des troupes syndicales et de l'action directe, suivant les principes révolutionnaires. En même temps, un certain nombre de représentants du mouvement défendaient l'idée d'un état-major général tout-puissant, tendance difficilement conciliable avec l'indépendance que les éléments de gauche sont censés défendre. Après l'échec qu'a rencontré l'initiative d'embrigader les chômeurs en organisations indépendantes, il paraît bien que ce mouvement ait éprouvé ses chances.

L'Organisation internationale du Travail.

En proposant la résolution relative à l'Organisation internationale du Travail, M. E. L. Poulton (ouvriers de la chaussure) se déclara convaincu que tous les délégués à la Conférence internationale du Travail de 1921 étaient d'accord qu'il n'y avait qu'à se féliciter de l'œuvre accomplie. Selon lui, les efforts tentés pour obtenir que la Conférence internationale du Travail fût désormais bienvenue au lieu d'annuler tout simplement ce que les ouvriers avaient acquis une situation qui semblait menaçante à certains moments.

M. Ben. Turner (ouvriers du textile), appuyant la résolution proposée, déclara que la Partie du Traité de Paix qui institue le Bureau international du Travail est ce que le Traité contient de meilleur. Il exprima sa désapprobation éternelle de ce que le Gouvernement britannique n'eût pas ratifié certains projets de convention et recommanda.

Miss E. C. Wilkinson (commerce de détail et branches connexes) s'opposa à la résolution, en donnant comme raison que si les travailleurs n'étaient pas assez forts pour obtenir satisfaction par leurs propres moyens, ils ne l'obtiendraient pas par l'entremise du Bureau international du Travail et que, s'ils pouvaient sans aide arriver à leurs fins, le Bureau international du Travail n'aurait pas sa raison d'être.

M. J. R. Clynes, membre du Parlement (ouvriers non qualifiés) exprima une opinion différente de celle de Miss Wilkinson et insista sur le fait que le travail a le droit et le devoir de se faire entendre et d'obtenir que justice soit faite, quelle que soit sa force. Les conditions de travail des ouvriers du monde entier ne pourraient être harmonisées, déclara encore M. Clynes, que lorsque l'idée d'une action officielle internationale sur les conditions industrielles, sociales et économiques sera généralement admise.

Il ajouta qu'à son avis la meilleure partie du Traité de Paix est celle qui oblige les gouvernements capitalistes à prendre part à des conférences internationales pour établir des conditions de travail humaines et égales pour tous les peuples, quel que soit leur niveau de civilisation.

En

**A. Martin Ltd.**  
Friends of all working  
people.  
They keep prices down.  
Read their announcements in the  
daily papers.

# The Labor World



# Le Monde Ouvrier

**A. Martin Ltd.**  
Les amis de la classe  
ouvrière.  
Ils tiennent les prix bas.  
Lisez leurs annonces tous les jours  
dans les journaux quotidiens.

7th Year — No. 43

SAMEDI, 21 OCTOBRE 1922 — MONTREAL — SATURDAY, OCTOBER 21st, 1922

PRICE: 5 CENTS

## What Is Public Opinion?

What is public opinion? Is it the expression of the mass mind? Is it the intelligence of the people converging toward one point of common agreement?

Public opinion is anything whatever that half a dozen individuals care to make it. Those who control the great newspapers manipulate the public mind. It is as though they were able to arrange the molecules of the community's brains in any desired pattern, as a child puts toy bricks together.

Labor strives to set the intelligence of the people free, that it may form its own thought combinations, but the big press magnates have a tremendous advantage, for every man who reads their papers exposes his mental faculties to their artful manipulation, and not often is he strong enough, or sufficiently alert, to come through the experience with a mind that is truly his own.

Public opinion? Don't imagine for a moment that it flows from the intellectual convictions of the people. Nothing of the sort.

Public opinion is contained in the fountain pens of the hired journalists of the ruling class.—*Australian Worker.*

## TRACKMEN GET BIG INCREASE

Chicago sent out a breezy and heart cheering message last Saturday when the Brotherhood of Maintenance of Way announced a very substantial increase of wages, granted by that now famous Labor Board. It affected 454,911 workers and that multiplied from one to the other individually made glad, ought to make a lot of happiness. It means two cents an hour for each man and applies to four of the eight classes of maintenance employees.

The decision came after eight days of deadlock and is a splendid victory for common sense and good judgment.

The increase means an addition of \$22,125,000 to the wage bill of the nation's railroads. The average minimum wage under the decision will range from 23 to 37 cents an hour.

The minimum wage of from 23 to 37 cents an hour is one cent an hour above the recent wage advance announced by the United States Steel Corporation for unskilled labor.

About 45 per cent of the men will get 37 cents an hour, or more, and forty per cent will receive about 30 cents an hour. Only about 5 per cent will receive less than thirty cents hourly.

## A THOUGHT FOR TODAY

O for a man to arise in me  
That the man I am may cease to be!  
—Alfred Tennyson.

## GENEVA LABOR CONFERENCE

Two important matters came up first thing at the opening of the 4th International Labor Conference at Geneva on Wednesday the 18th. One was the increase of the personnel and the other was the amendment of article 393 of the peace treaty.

The draft of the peace treaty was presented in which was provided that the conference should be composed of thirty-two members instead of twenty-four as in the original article, of whom sixteen instead of twelve, shall represent the Governments, eight the employers and eight the workers.

Of the sixteen government members, six are to be appointed by one each by the Governments of the U. S. A., Great Britain, Italy, France, Japan and Germany. The ten others will be elected by a majority of all the government delegates present; of these, ten will be from non European states.

## LABOR THE WORLD OVER

A labor leader has been asking President Harding who gave him the right to use the club on Labor, and a very clever newspaper answered "Maybe the folks who gave him the club." This is good reasoning and no doubt it is generally believed there will be a democratic Congress after November for Labor has a big vote, if it only used it rightly.

Harding has, in many cases by his leanings to capitalism, fettered the fields of enquiry that would have revealed to Labor just what the world should know, and this is particularly the case in the miners' strike, which is not settled in the true sense, but just postponed. The facts as far as available, have been milled over many times and it now a matter of Labor's loyalty to the whole country so that no suffering may be experienced from lack of coal this winter.

What is worth remembering is that when voting, remember that every worker to whom you are giving a club to hit you with.

From Chicago it is learned that Attorney General Daugherty has been trying some more sharp work on the shophmen, but the workers were too cute for him and dodged the trap. The Attorney for the shophmen were like all capable men "once bitten; twice shy" and they were "laying" for the injunction expert.

Remember Daugherty had made a public statement on his word that he would and the shophmen to appeal against Wilkerson's injunction. What did he do? Well, when the appeal started, he refused any help unless the shophmen agreed to accept as depositions the hundreds of affidavits he presented to the Judge in support of his conspiracy charges. You see the point. Once the shophmen accepted these affidavits it would be a confession that a conspiracy existed and everyone knows that it would be foolish, because "conspiracy" is one of the hardest charges to prove in the whole gamut of law.

So the shophmen's lawyers asked the Judge to file a bill of particulars on the conspiracy charges, which proved a knock out.

The shophmen want specific charges and they are right. Up to date Wilkerson has refused to give them and the whole business is a farce concocted by stool pigeons and detectives whose methods cannot be in any way tolerated.

In "Frisco, there is a whirlwind of talk about the "high cost" of Labor, and chinks are being employed there by the thousands, so the reports say, especially on the sea. Crews are all coolies and a decent white man cannot get work. It is a brazen hypocrisy to keep this going in the much vaunted "free country" of Uncle Sam. The Seaman's Journal certainly "handed out a roast" to the shipowners in their last issue and in part said that the Buenos Aires mail ship the Spanish Main never attempted anything half so bad as these jolly landmen who are about to raid the United States treasury. Whatever may be said about these employers they at least have a magnificent nerve. "Asking for ship subsidy on the strength of non existing American crews 'high priced' too, and importing shiploads of coolie labor, all at the same breath and time — by the shades of Christopher Columbus, that requires nerve.

According to New York discoveries this big hue and cry about finger-printing everyone so that they cannot come or go without a record is styled "Big Biz is hailing the public" by the American Federation of Labor Journal. It is said to be a political dodge so that no immigrants may be rushed in to swell a vote for any party. The New York Chamber of Commerce want to fasten this thing on the country by subterfuges such as when a firm allows its help to be finger-printed it gets a lower rate for burglary insurance. Every man is branded. Employers of a certain class would "jump" at such a scheme.

Last Saturday at the convention of International Pressmen and Press Assistants held in Pressmen's Home, Tennessee, President Berry, known to all workers, was re-elected by the unanimous vote of the convention. President Gomers of the American Federation of Labor was there and spoke at length on the administration's injunction against shophmen, which was condemned by the convention. This is natural. It was condemned everywhere.

A test is to be made in Massachusetts of the famous "Sheppard-Towner" law, known better as the maternity act. The plaintiff state claims that the law usurps authority belonging to the state and establishes a system of government "whereby certain governmental functions are performed by co-operation between the federal government and said states" from which Massachusetts is excluded by reason of its assertion of its sovereign rights.

Under the law the government will match every dollar that the various states appropriate for the purpose of educating mothers and prospective mothers on infant hygiene.

While the law contains no element of compulsion it is confronted by powerful opponents who profess alarm at the increase of government boards and centralized power.

Opposition to the "Sue Bill" is going on in Boston and rightly so. Organized Labor is conducting a vigorous campaign for the repeal of the voluntary association act, passed by the last legislature, which permits trade unions to be sued, and death and sick funds of the unions to be held. The bill was fathered by organized employers.

At the time of its passage, it was alleged to apply to all voluntary associations. Since then the attorneys for the bosses have stated that fraternal organizations are not affected.

In Chicago they are evidently in a pessimistic mood over wage levels and it is claimed that people may as well abandon any idea of old wages of pre-war kind. The American Contractor denies that production is not increasing. "Social productivity," it is stated, "is on the increase in spite of pessimistic statements seldom backed up by extensive research. Labor and time-saving devices are constantly being introduced.

"Every factor bearing on the regulation of wages and prices point to a readjustment of economic levels to a new high level.

"Instead of lowering rents, wages and

## THE POLITICIAN

Politicians who have interests aside from the interests of the people are — that is, the most of them — taken as a mass — at least one long step removed from honest men. I say this with the greater freedom because, being a politician myself, none can regard it as personal.—LINCOLN.

## SENTINELS OF THE REPUBLIC

"Sentinels of the Republic" is the name of a new organization incorporated last week in Massachusetts. It is a most piece of evolution which brought it about. It occurred in a strenuous effort on the part of various strong minded friends of labor to combat what is known as "radicalism."

What is notable is that it did not emanate from New York, but from that Old Commonwealth, where the unending battle for freedom has been carried on for centuries. Its motto is "Every citizen a sentinel, every home a sentry box."

What the "patriots" are pledged to do, according to the announcement of the society's birth, is to prevent the spread of Socialism and simultaneously "to maintain the fundamental principles of the American Constitution" to oppose further Federal encroachment upon the reserved rights of the states, to prevent concentration of power in Washington under a perverted interpretation of the general welfare clause, and to help preserve "a free republican form of government in the United States."

## Secessionists—How They Work and Why

Advocates of secession almost invariably employ the same methods. Prior to the attempt at dual organization there is loud wailing and crying about the lack of unity within the organization. Then the character defamers indulge in the stereotyped and time-worn tirades against those whose official positions they covet. They heap abuses upon responsible officials not present to defend misrepresentation. They are determined to crush out the organization if it cannot be stamped into secession.

Almost invariably they have had no share in building up the Union. Instead of assisting new members to take a more active part in the welfare and progress of the organization, they hint darkly at graft and encourage activity by attempting to cast suspicion on the motives of the old-timers who have stood the brunt of the battles in the past.

Though they protest for free speech and the right of individual members, they are the first to deny these liberties to people with whom they do not agree. They insist that the organization is being used for someone's personal aggrandizement, but fail to explain the record of increased wages and better conditions achieved under the administration of those whom they malign.

Occasionally sincere unionists have discarded sound reason and proven results, and allowed themselves to be misled by the malicious propaganda of the secessionists and "new union" advocates only to see the general weakening of the union and the destruction of conditions secured through years of struggle.

As a rule, however, the secessionists depend for the success of their schemes upon those who are either too indifferent to familiarize themselves with conditions within their organization and take intelligent action, or those who are too stupid to realize that their cry is the smoke screen behind which the exponents of secession expect to turn the trade union into a company association.

While they wage war against progress, solidarity and the best interests of the organization, they talk about "saving the union."

Beware of the advocate of secession. He is either a paid destructionist or a fool.—*The Tailor.*

## WILL SHE BE DEFEATED?

Lady Astor, the first woman member to be elected to the British House of Commons, stands a chance of being defeated at the next general election, according to English writers, because of her advocacy of temperance. In the House, Lady Astor is working for a bill which proposes to give to Britain something resembling Canada's "local option" legislation in dealing with the liquor traffic.—*The Farmers' Sun.*

prices to the old level, these features of our system will probably adjust themselves in proper proportion at an entirely new high level.

"What this level may reach is purely guess work as yet, but that it will exceed a 60 per cent increase over all pre-war standards is probable."

Out in Springfield, Ill., a unique advertisement has been reported for a lecture. It was printed by the "Illinois Miner" and reads as follows:

"Having during the past year wiped out most of the labor sections of the Clayton act, declaring picketing illegal, that a tax on the products of child labor is 'unconstitutional', that the funds of labor unions can be seized for 'damages', that stock dividends cannot be taxed under the income tax law, we shall look forward with joyous anticipation to a lecture by Bill Taft, on 'The Dangers of Class Legislation.'"

Some false information is being scattered by certain papers re the textile strike in New England and the United States Employment Service is also to blame re strikes. It has just issued a statement on the employment situation in which it says that the adjustment of the textile labor controversy "has increased employment in that industry tremendously."

This statement conflicts with a recent statement by Sara A. Conboy, secretary-treasurer of the United Textile Workers, who declared that "the capitalistic press of this country is spreading untruthful propaganda that the New England textile strike are settled."

This trade unionist says that there are about 33,000 men, women and children on strike in New Hampshire and about 3,000 are out in the Blackstone valley, Rhode Island.

## "SPARE TIME"

"Spare Time" was the heading of an unusual editorial in the notorious capitalist paper "The New York Times", in last Sunday's issue. In it reference was made to the Recreation Congress which had met recently at Atlantic City and despite the care free name, "The Times" claimed the subject was one of the most serious of our time. Indeed it is and it has intensified the truth of the saying, "If you want anything done, ask a busy man, the others have no time."

The old Greeks used to give "intelligent loafing" although they did not call it that — a part of their education of youth — but in those old days a few had all the "spare time" and the others were slaves.

There is undisguised delight in the cheery thought that thanks to Organized Labor, not to papers like "The Times", men and women are a little better than horses and have some "spare time."

Note the following quotation from this "Times" stuff, without one word said about how it came about:

"This general liberation from long hours of labor leaves millions of men and women with a 'spare time' a free day. Out of 168 hours in the week some of these millions spend only 44 hours regularly at work. If 56 hours are taken out for sleep, there are left 68 from which (as Arnold Bennett says) 'to spin health, pleasure, content, respect and the evolution of an immortal soul.'"

This is, therefore, no longer solely a toiling, work-a-day world. At any rate, this part of it is also a "play-a-day" world for what would be a third of the year if spare time were massed into months. And, increasingly, concern grows as to how the spare time itself be used to the advantage of the individual and society."

About the only real thing "The Times" said was that the nation which would see to it that the "spare time" of its workers was given up to self improvement by using reading rooms or recreation grounds or amusement places for profit and this especially in youth, would progress the fastest and the most effectively.

A great deal might be added to what they barely touched on, namely what machinery has done to lighten the burden of all workers. In fact it is machinery which gives workers a better chance to rest and recuperate. Labor offers its hat to the inventor and to the unionism that made it possible for talented men to develop their mentality while still at their bench or the anvil. "Spare time" indeed! Think of the cell of Gallileo or the lonely lamp of Erasmus who with the hundreds of others who were seceded at their work shines through the centuries like a beautiful beacon beckoning on the torch bearers of liberty who travel under the banner of trades unionism. The toil cursed slaves of the ages shout through the centuries that "spare time" is only another name for freedom which was obtained by mighty Labor.

## LABOR PARTY TO RULE

Some "hot stuff" was reported to have been said by Col. Josiah C. Wedgewood, the "Back to Palestine" delegate to this continent, in the "New York World" last Sunday and about whom considerable reference was made in last week's issue of the "Labor World". The veteran "labor leader and war hero", as he was called, said that once the Labor Party gets into power in England, the entire foreign policy will undergo a change. There will be a complete reversal of the Peace Treaty. This will be accomplished by revising the Versailles Treaty. We should hope to make of the League of Nations a real League of Nations with America in it. You can't call it a real League of Nations without America, for America is the only one that counts. The war showed America to be much more powerful than the rest of the world.

Col. Wedgewood continued, "By-elections showed that there will be a swing of the pendulum. We have always enjoyed the party system, and the Labor Party is the only alternative to the Coalition Party now in power."

"Great Britain being so vast and so conservative an empire, to what do you attribute the success of the Labor Party?"

The answer was sharp and decisive. "In England the workers are far better educated politically. There is no ignorant alien element in the country; consequently, among the workers there is more constant political education. Public meetings are being held continually. Questions like free trade and protection have for years engaged the attention of the public.

"You have nothing here like the semi-socialistic policies of Lloyd George. You have been primarily concerned with race questions.

## THE RETURN OF PROSPERITY

Prosperity will return in a greatly increased form when the purchasing power of the people equals their producing power.

The purchasing power of the people will equal the producing power when wages are increased sufficiently to allow the workers to buy what the workers have produced.

This very simple remedy will cure our industrial evils. Why will not the capitalists and the governments apply this remedy?—*The Labor Herald.*

## BEER AND WINES IN THE UNITED STATES

Legalized sale of beer and light wines now advocated in the United States would, it is estimated, run the United States drink bill up to \$5,000,000,000 annually. When the saloons were closed the national drink bill was nearly \$2,500,000,000. The present drink bill in Great Britain, with about 40,000,000 people, is 2,470,000,000 or approximately \$2,500,000,000, which is said to be practically double pre-war figures. Increased prices and greater consumption, due to after-war tendencies, would have a similar effect in the American Republic, it is believed.

## EX-FACTORY GIRLS AS SERVANTS

It would seem that in old London town the girls are getting back to the sound sense of the old grandmothers when they were young. This is illustrated by the fact that it is reported that over ten thousand English factory girls have been trained for domestic service, since June 1st last, under the direction of the Ministry of Labor's scheme for employment of women. Of these fully seven thousand have already entered service.

There are thirteen chief training centres in England, Scotland and Wales, and six others are in contemplation. The training is for thirteen weeks, and each girl is paid \$5 a week and travelling costs for attendance.

The need for such training, especially as only a small part of the community benefits by it, has been queried from time to time by nearly every civic organization in the Kingdom.

"The only possible method of training a servant," they declared, "is by the mistresses themselves, who will teach the girls to do things as they want them done."

This might be true were it not that times are abnormal in the Old Land just now. Girls who formerly came from generations of servants now have a new inkling of life since they worked in munition plants and made big money, and it is to help those girls back to common sense and happiness that this training has been instituted by the Government.

Courses are provided in hygiene, infant welfare, general information, physical exercises, voice modulation, singing, discipline and repose.

Women's trades unions have been strongly behind this work and hope to see it carried on in a larger way. The girls themselves are enthusiastic and rightly so, because the life of the servant in a good household is away above the shop girl and the sooner girls learn this the better for all concerned.

## HOW TO SAVE THE CHILDREN

(From "Labor", Organ of the Plum Plan League.)

Secretary of Labor Davis, addressing an Atlantic City audience, formulated this fearful indictment of the existing order of things in this country:

"I will tell you what stirs every latent fear in my heart and soul. It is these things:

"Two hundred and fifty thousand American babies snatched by death from their mothers' breasts every year before they have had time to open their eyes upon the world about them.

"Half a million children, so-called delinquents and delinquents, growing up almost totally neglected.

"A million and a half American boys and girls beneath the burden of premature toll in mine and mill and factory before they have sensed the duties and privileges of humanity.

"These evils are with us today."

What's the remedy? Labor favored the Maternity Bill which the League of Women Voters forced a reluctant Congress to adopt.

Labor favors a Constitutional amendment to take the children out of the factories and put them into the schools where they belong.

But Labor realizes that these are mere palliatives. If the children of the richest country in the world are to have the chance God intended to give them their fathers must have the wages and working conditions which will enable them to care for their offspring.

Give the producers a proper share of the products of their toil and it will not be necessary for any one to worry about the children of America. Their fathers and mothers will look after them because they will be in a position to do so.

## G. T. R. AGREEMENT

Striking shop craft employees and employees of the Grand Trunk Railway in Detroit reached an agreement on wages and working conditions, according to an announcement made by W. H. Edmondson, general manager of the Grand Trunk. Details of the agreement were not made public. "I cannot say more than this — that a settlement satisfactory to the men and the company has been reached," Mr. Edmondson said.

The agreement, it was said, affected employees on the eastern and western lines of the Grand Trunk system.

## YARDMASTERS GET 8-HOUR DAY

Chicago, 20.—An eight-hour day with overtime, which is said to amount to nearly a 25 per cent increase in pay, was granted to approximately 20,000 yardmasters by the United States Railroad Labor Board this week. This is the first time the board has established rules and working conditions for yardmasters who are now classified as subordinate officials and subject to the board's jurisdiction under the Transportation Act.

The Delaware and Lackawanna, the Pennsylvania and the Illinois Central Railroads were excluded from the decision.

The rules provide that yardmasters required to work seven days a week shall be given two days off each month.

The yardmasters' association is said to have a membership of between 4,000 and 5,000.

## FUN FALLS TO THE FAT MAN

"The Fun of Being a Fat Man" is the title of the new book (Little-Brown) from the pen of William Johnston, and as we turn the pages of this small volume — it has but eighty pages to turn — we become fully convinced that our author means all he says in that title. His very book seems to laugh, even without the assistance of Herb Roth's pictures.

Mr. Johnston is best known to the reading public through his mystery stories. He makes no mystery of his present proposition. "With all the weight of my 250 pounds," he writes, "I assert that I like to be fat." And then he tells why.

This man of experience assures us that the fat man has friends, a reputation, a kind heart, popularity, equanimity and a lot of other excellent things beyond the luck of most men. "Who ever heard of a fat burglar?" he asks, and we pause to hear a reply that does not come. We listen receptively to his declaration that fat men are the backbone of the Nation. Also to his quotation of an unnamed authority to the effect that you never find a fat man in the poorhouse, broke or working too hard or discouraged. The floor is open, we suppose, to any lean man who can dispute these generalizations and prove his case.

"Who," asks Mr. Johnston, "ever heard of a Thin Man's Club?" Whereas there are Fat Men's Clubs in every State in the Union. Which certainly must prove something.—*New York Times Book Department.*

## MUCH ADO ABOUT NOTHING

Quite a tempest has been stirred because Kipling, English writer, is supposed to have declared that America got into the war because of a desire to get England's gold — or something of that sort.

We confess ourselves unable to understand why a fuss should be had about such a trivial thing. We can only explain it on the theory that to state a perfectly obvious fact is an offense. Perhaps, too, Kipling was guilty of loose statement.

What this country got into the war for was to save the investments of its international bankers. Of course, if these same bankers garnered a few billions in European gold at the same time it was not an undesirable incentive.

As for this COUNTRY getting anything out of the war — why, bless you, that was never in the cards.

The common people get just what they have always gotten out of every war — furnished the men to do the fighting and now have the privilege of paying the bills.—*Seattle Union Record.*

## SOCIALISM BEING TESTED

From Milan comes the surprising news that the local Socialist Government of that place has been dissolved by the Federal Government. The pretext was that there was a deficit, which has been the fate of nearly everything Socialistic. Efforts are being put forth to keep the Socialists from again regaining power at the City Hall, where they had been for nine years. The Communists will oppose the Socialists with a ticket of their own. What would seem to read the doom of the Socialist rule is that the Catholics, Fascisti, Monarchists and Democrats are all united against them.

A big convention is being held at Rome at the end of October, where the whole prospect will be discussed.

## YARDMASTERS GET 8-HOUR DAY

Chicago, 20.—An eight-hour day with overtime, which is said to amount to nearly a 25 per cent increase in pay, was granted to approximately 20,000 yardmasters by the United States Railroad Labor Board this week. This is the first time the board has established rules and working conditions for yardmasters who are now classified as subordinate officials and subject to the board's jurisdiction under the Transportation Act.

The Delaware and Lackawanna, the Pennsylvania and the Illinois Central Railroads were excluded from the decision.

The rules provide that yardmasters required to work seven days a week shall be given two days off each month.

The yardmasters' association is said to have a membership of between 4,000 and 5,000.

## Health & Wealth

If you suffer from "RHEUMATISM," CONSTIPATION, INDIGESTION, ECZEMA, BRONCHITIS, BOILS, or your nerves are affected in any way; or you desire to have a fine clear, healthy complexion, we want you to try a package of our MARVELOUS REMEDY, YEASTOLAX. Among its various elements Yeastolax contains the highest and most potent VITAMINES, which the scientific world has found to be absolutely necessary to bodily vigor. People all over the country have found great relief through its use, and now feel the joy of perfect health and vitality. Yeastolax also has the properties of being non-griping and mildly laxative, yet its action is sure.

In order to quickly introduce Yeastolax into every community, we will give for a limited time to any person who will mail us \$1.00 to cover the cost of a liberal sized package,

### Absolutely Free 50,000.00 RUBLES

The Russian Ruble recently was worth 55c per ruble, giving the above a value of \$27,500.00.

Save this money; many a great fortune has been built up by buying foreign money after wars. It is rumored that \$50,000,000,000.00 worth of radium has been discovered in Russia, and the press is calling attention to vast American projects of oil and other industries that are being directed towards Russia. The Chicago Tribune on Sept. 12th calls attention to the new canal which has just been opened for shipping between Russia, Germany, Persia and Central Asia, affording a new source of raw materials for the Russo-German combine, especially oil, manganese and copper and opening up the rich Persian and Central Asian trade to Germany and Russia. Think what this means; surely you cannot afford to pass up the opportunity to acquire these rubles.

We want every person in American who is in need of our remedy to send for a package of our Yeastolax. We use this method to advertise its properties quickly. The wonderful tonic and remedial properties of Yeastolax will be worth many times the cost. You will be delighted with it — we guarantee that. Just fill in the order blank below and mail at once, enclosing \$1.00. You will get your package of Yeastolax and 50,000.00 Rubles without delay. Satisfaction guaranteed or money refunded. Remember, this offer is for a limited time only, so for your health and future, act to-day.

**YEASTOLAX COMPANY**  
1253 So. Michigan Avenue, Dept. CHICAGO

**FILL OUT COUPON BELOW**

**YEASTOLAX COMPANY,**  
1253 So. Michigan Avenue,  
Dept. Chicago, Illinois.

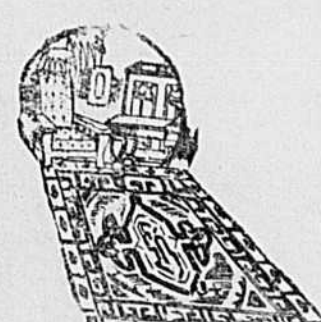
Please send me a package of Yeastolax and 50,000.00 Russian rubles. Enclosed please find \$1.00. You are to return money if not satisfied.

Name \_\_\_\_\_

Address \_\_\_\_\_

City \_\_\_\_\_ State \_\_\_\_\_

## GOLD SEAL \$3.98 Congoleum Runners \$3.98



Size 9 ft. x 4 ft. 6

And the usual price is \$6.75!

Perfect, sold under the Gold Seal Guarantee of satisfaction.

Buy one for the hall, and two to cover a room, for two will make a square, 9 x 9, that will give long service. You'd have to pay \$13.50 for a Gold Seal 9 x 9.

The patterns are the richly colored designs for which Gold Seal Congoleums are noted.

Second Floor Up.

## ALMY'S MONTREAL'S LARGEST STORE

